

Paris, le 17 juillet 2009

LES BONBONNES DE GAZ ET LA POLITIQUE TECHNOLOGIQUE NATIONALE ...

A priori les bonbonnes de gaz, ce n'est pas l'invention de l'année.

Pourtant force est de constater qu'il s'agit d'un brevet à déposer pour renouer le dialogue avec les pouvoirs publics, l'ÉTAT FRANCAIS en tant que garant et superviseur du dialogue social, de garant du respect de la loi.

Le 15 Juillet 2009 des salariés d'ex-Nortel ont menacé de faire sauter leur établissement de Châteaufort avec des bonbonnes de gaz ! Et le ministre de l'industrie, Christian Estrosi, s'est déplacé le 16 juillet.

Le SMIDEF (syndicat de la métallurgie Ile-de-France) CFE-CGC remercie M. le Ministre d'intervenir rapidement dans ce dossier de liquidation judiciaire à trois étages (Canada, US, procédure communautaire dirigée du Royaume Uni).

Enfin ! Et pourquoi a-t-il fallu que des salariés désespérés, débordant les organisations syndicales présentes sur le site (CFTC et CFE-CGC) et les élus du CE, commettent l'irréparable ?

Nous avons eu, grâce à eux il faut l'avouer, une écoute attentive de nos correspondants dans les ministères et auprès des députés locaux. Néanmoins et c'est grave, en cherchant à décrédibiliser les organisations syndicales, Patronat et politiques laissent croire que seules les actions désespérées, en marge de la loi, trouvent un écho. Ce n'est pas admissible. C'est de l'irresponsabilité politique !

La CFE-CGC en général et le SMIDEF en particulier sont indéfectiblement attachés au respect de la légalité et droits des personnes et des biens. La CFE-CGC le répète constamment, même aux pires moments de tensions, quitte à servir de défouloir.

Mais l'Etat doit aussi s'interroger sur ses responsabilités quand des salariés diplômés BAC+5 en sont rendus à de telles extrémités, à force de mensonges et de refus de dialogue social.

Le secteur Télécom est en crise, les organisations syndicales veulent en débattre avec l'état - par exemple L'Intersyndicale ALCATEL-LUCENT a demandé, il y a plus d'une semaine, à être reçue par Monsieur Soubie, conseiller social du Président de la république. Des actions déterminées et négociées doivent être menées dans la lignée du rapport Faure de 2007.

Le SMIDEF CFE-CGC demande maintenant une procédure de fond sur l'ensemble de la filière Télécom en France.

Alcatel-Lucent, Nortel, Altis ... Ce sont des milliers d'emplois, directs et indirects, qui disparaissent chaque mois dans notre région Ile-de-France réputée pôle de Haute Technologie ! INTOLERABLE. Tout simplement.

L'état a pris des engagements importants dans différents secteurs d'activités : aurait-il décidé, en « échange », de confier notre secteur, pourtant stratégique, aux Chinois ??

Contact presse :

René BRAULT

☎ : 06 12 75 59 44

Bertrand LAPRAYE

☎ : 06 14 46 12 73

5, rue La Bruyère
75009 PARIS

Tel. : 01.44.53.32.00

Fax : 01.45.26.94.75